



**RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE
DU CONGO**

PRÉSENTATION GÉNÉRALE
ZONE ÉCONOMIQUE
LA RDC EN BREF

INDICATEURS DE CONJONCTURE

POLITIQUES
DÉMOGRAPHIQUES
ÉCONOMIQUES
FISCALITÉ
COMMERCE
CROISSANCE

INVESTISSEMENT / DOING BUSINESS
RELATIONS INTERNATIONALES

RISQUES DU PAYS

COMMERCE
INVESTISSEMENT / DOING BUSINESS
COVID
LA RDC & MAROC
SYNTHÈSE



PRÉSENTATION GÉNÉRALE

ZONE ECONOMIQUE COMESA

Le COMESA (Common Market for Eastern and Southern Africa) est une zone de libre-échange créée en 1994 qui comprend l'Afrique orientale et australe. Une union douanière a été créée en 2009 entre les 19 pays membres, laquelle devrait permettre une harmonisation des droits de douane. Elle comprend actuellement 21 pays.

En ce qui est de l'intégration régionale, le COMESA obtient un score faible. Le COMESA détient sa meilleure performance dans le domaine de l'intégration [commerciale](#), mais son potentiel d'amélioration dans tous les autres domaines, notamment en matière d'intégration [productive](#), est considérable. En fait, aucun pays membre de la COMESA n'obtient un score élevé en matière d'intégration commerciale, productive, [macroéconomique](#) ou [infrastructurelle](#).

Plusieurs organisations régionales travaillent en étroite collaboration avec le COMESA : la Communauté est-africaine -EAC-, l'Autorité intergouvernementale pour le développement -IGAD-, la Commission de l'Océan Indien -COI- et la Communauté de développement de l'Afrique australe -SADC-. Le COMESA entretient d'excellentes relations de travail, tant formelles qu'informelles, avec toutes ces organisations régionales. Il a signé des mémorandums d'accord avec l'EAC, l'IGAD et la COI de sorte que ces organisations ont accepté d'adopter et de mettre en œuvre les programmes du COMESA en matière de libéralisation et de facilitation des échanges. Le COMESA et la SADC ont également mis sur pied une équipe spéciale conjointe chargée d'harmoniser leurs programmes. Dans le cadre du dispositif tripartite, le COMESA, l'EAC et la SADC ont entrepris la mise en œuvre de programmes portant sur l'atténuation des effets des changements climatiques, le développement des infrastructures et du commerce, entre autres.

INSTITUTIONS

- COMESA Court of justice
- COMESA business Council
- Trade and Development Bank
- The Regional investment agency
- Africa Insurance Agency
- COMESA Monetary Institute
- The Regional Association of Energy Regulators for Eastern and Southern Africa (RAERESA)
- [PTA Reinsurance Company \(ZEP-RE\)](#)
- [Comesa Competitions Commission \(CCC\)](#)



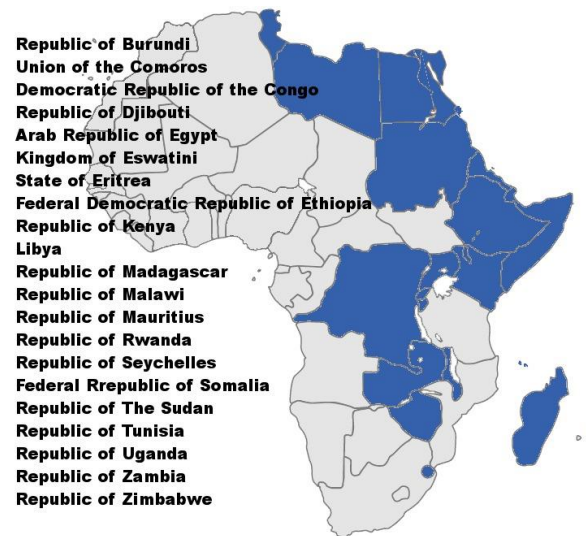
Le Marché commun pour l'Afrique orientale et australe (COMESA) est une zone de libre-échange formée en décembre 1994 en remplacement d'une zone d'échanges préférentiels qui existait depuis 1981. Le COMESA (tel que défini par son traité) a été créé en tant qu'«*organisation d'Etats souverains libres et indépendants qui ont convenu de coopérer dans le développement de leurs ressources naturelles et humaines pour le bien de tous leurs peuples*» et comme telle, elle a une vaste série d'objectifs qui incluent nécessairement dans ses priorités la promotion de la paix et de la sécurité dans la région.

Ses États membres actuels sont les suivants: le Burundi, l'Union des Comores, la RDC, Djibouti, l'Égypte, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, la Libye, Madagascar, le Malawi, l'Île Maurice, les Seychelles, le Rwanda, la Somalie, le Soudan, la Tunisie, le Swaziland, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe.

Parmi les vingt-et-un états membres, le Burundi, Djibouti, le Kenya, Madagascar, le Malawi, l'Île Maurice, le Rwanda, le Soudan, le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwe participent à la Zone de Libre-échange du COMESA.

Le siège du COMESA est à Lusaka, en Zambie.

<https://www.comesa.int/>



| | RDC | Cameroun | Kenya | Ouganda | Tanzanie |
|----------------------------|-----|----------|-------|---------|----------|
| Évaluation pays | D | C | B | C | C |
| Environnement des affaires | D | C | A4 | C | C |

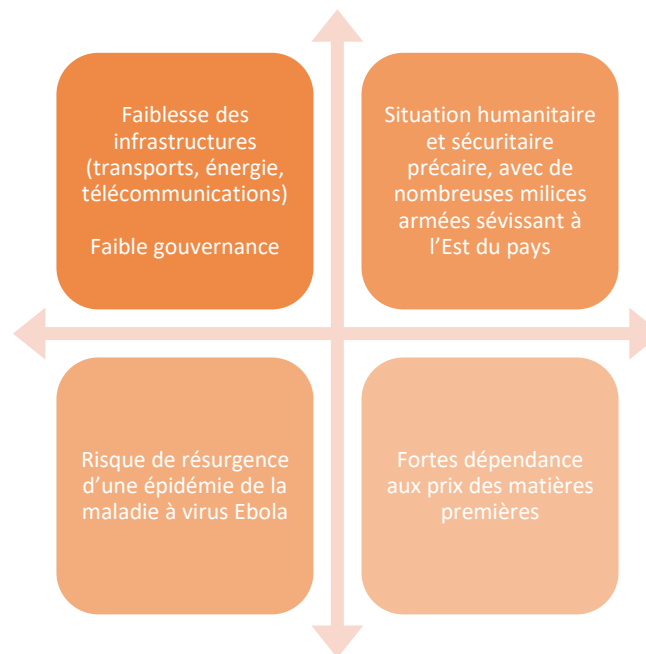
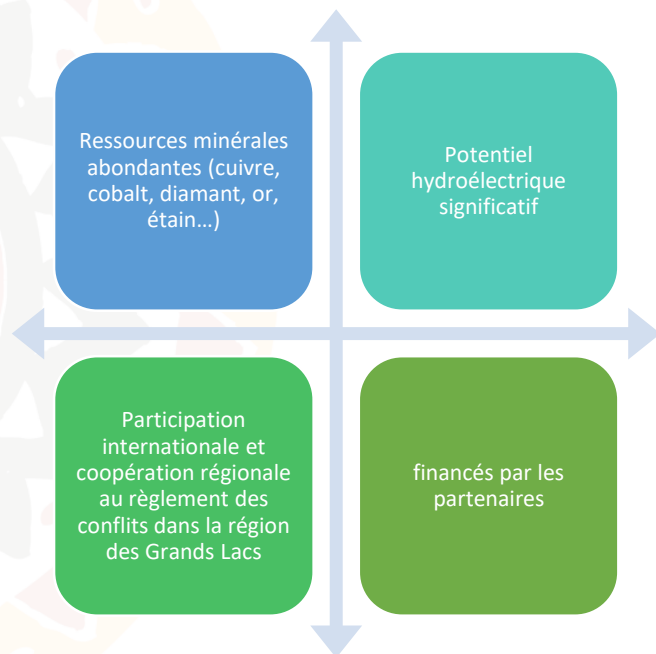
1- LA RDC EN BREF

- **Pays** situé en Afrique centrale
- **Superficie** : 2 345 095 km²
- **Population** : 86,790 millions d'habitants (Banque Mondiale 2019 – estimations réalistes > 100 millions)
- **Capitale** : Kinshasa
- **Monnaie** : Franc congolais (CDF)
1 CDF = 0,0005 USD, 1 USD = 1 978,7 CDF
1 CDF = 0,0004 EUR, 1 EUR = 2 357,3 CDF
- **Langues** : Français/Anglais pour les affaires
- **Autres langues** : le Lingala (une lingua franca pour les échanges), le Ngwana (un dialecte du Kiswahili ou Swahili), le Kikongo, le Tshiluba
- **PIB 2020** : 49,62 Mds \$ (Source : FMI - World Economic Outlook Database, 2020)
- **Croissance PIB 2020** : : 4,3 % (Source 2019 : Banque Africaine de développement)
- **PIB par habitant** : 570 \$
- **Niveau de développement** : IDH : 0,48 (2020).
- **Inflation** : **4,5%** (2019 Source 2019 : Banque Africaine de développement, 29,3% en 2018)



1- LA RDC EN BREF

La RDC a vécu la première transition pacifique de son histoire, au terme de l'élection du 30 décembre 2018, avec l'accession de Félix Tshisekedi à la présidence de la République. Issu du parti historique d'opposition fondé par son père, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), Félix Tshisekedi a été élu dans le cadre de la coalition Cap pour le changement (CACH), composé de son parti et de celui de Vital Kamerhe (Union pour la nation congolaise - UNC).



2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Politique

Liberté politique : NON LIBRE

Libertés individuelles : N/A

Source : Liberté dans le monde 2019, Freedom House

Les citoyens congolais ont officiellement le droit de créer des partis politiques. Il existe des centaines de partis organisés selon des lignes ethniques, communales ou régionales; la majorité n'ayant qu'une portée régionale. Les principaux partis au niveau national sont le PPRD (Parti populaire pour la reconstruction et la démocratie; gauche) de l'ancien président Kabila et l'UDPS (Union pour la démocratie et le progrès social, centre-gauche) de l'actuel président Félix Tshisekedi. Le MLC (Mouvement pour la libération du Congo, de droite) a également obtenu des sièges dans les deux chambres du Parlement.

Liberté de la presse : 154/180

Classement mondial de la liberté de la presse 2019, Reporters Sans Frontières

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Démographie

- **Population totale** : Estimée à plus de 100 millions (89 millions banque mondiale)
- **Accroissement naturel** : 3,2 %
- **Population urbaine** : 45 %
- **Densité** : 37 habitants / Km²
- **Age moyen** : 18 ans
- **Espérance de vie** : Hommes: 58,4 années
Femmes: 61,2 années
- **Taux d'activité** : 71,0% (Source : OIT, Laborstat - Yearly Statistics, 2015)
- **Origines ethniques** : 250 groupes ethniques. La majorité est Bantou. L'autre partir est Soudanaise, Nilotique et Pygmée. Les tribus Kongo, Luba, Anamago (toutes Bantoues) et Mangbetu Azande (Hamitic) soit environs 45% de la population totale
- **Religion** : Chrétiens 70%, Musulmans 10,2%, croyances traditionnelles 18,6%, Autres : 2%
- **Taux d'alphabétisation** : 67,2%



2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Fiscalité

➤ TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA) : 16%

Les exportations de biens et de services sont détaxées.

Les éléments exonérés comprennent : les ventes et importations de bateaux, les ventes et importations effectuées par des associations à but non lucratif légalement constituées lorsque ces opérations sont à caractère social, sportif, culturel, religieux, éducatif ou philanthropique, la fourniture de biens mobiliers d'occasion (dans certains cas)

➤ IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS : 30%

Micro-entreprises (chiffre d'affaires annuel inférieur à 10 millions de CDF) : Impôt forfaitaire annuel de 50000 CDF

Petites entreprises (chiffre d'affaires annuel compris entre 10 et 80 millions de CDF) : 1% du chiffre d'affaires pour la fourniture de biens ou 2% du chiffre d'affaires pour la fourniture de services

Impôt minimum de 1% du chiffre d'affaires annuel (s'applique aux entreprises déficitaires) : 2,5 millions de CDF pour les grandes entreprises

750000 CDF pour les entreprises de taille moyenne

30 000 CDF pour les petites entreprises

Au-dessus de 130 800 : 35% **des retenues à la source**

➤ Dividendes : 10% (secteur minier) / 20% ; Intérêts : 0% (payés par les sociétés minières pour les prêts empruntés en devises à l'étranger) / 20% ; Redevances : 20%.

<http://www.dgi.gouv.cd/>

COMPARAISON INTERNATIONALE DE LA FISCALITÉ DES ENTREPRISES

| | RDC | Afrique subsaharienne | USA | Allemagne |
|---|-------|--------------------------|-------|-----------|
| Nombre de paiements de taxes par an | 52,0 | 38,8 | 10,6 | 9,0 |
| Temps requis pour formalités administratives (heures) | 346,0 | 304,2 | 175,0 | 218,0 |
| Montant total des taxes en profit % | 54,0 | 47,0 | 43,8 | 49,0 |

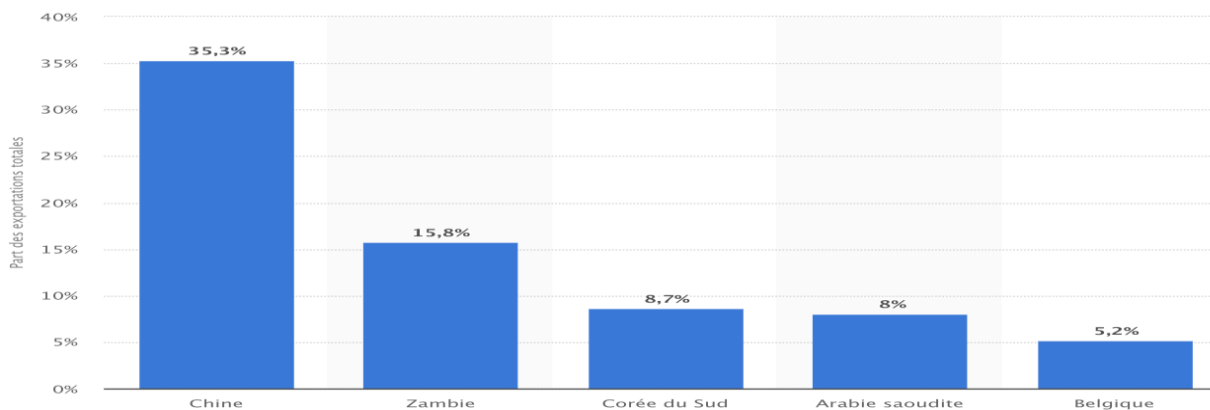
2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Commerce

- **IMPORTATIONS DE BIENS** : 7 280 Millions \$ (Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce, 2019)
- **EXPORTATIONS DE BIENS** : 8 160 Millions \$ (Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce, 2019)
- **IMPORTATIONS DE SERVICES** : 1 780 Millions \$ (Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce, 2019)
- **EXPORTATIONS DE SERVICES** : 118 Millions \$ (Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce, 2019)
- **Balance commerciale (hors services)** : 994 Millions \$ (Source : Banque Mondiale, 2018)
- **Commerce extérieur** : 67,3 % du PIB (Source : Banque Mondiale, 2019)

COMTRADE- Dernières données disponibles.

<https://oec.world/en/profile/country/cod>



2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Commerce

| Indicateurs du commerce extérieur | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|--|-------|-------|-------|--------|-------|
| Importations de biens (millions USD) | 6.200 | 4.800 | 4.900 | 6.400 | 7.280 |
| Exportations de biens (millions USD) | 5.800 | 5.400 | 7.900 | 10.800 | 8.160 |
| Importations de services (millions USD) | n/a | n/a | 1.779 | 2.665 | 1.780 |
| Exportations de services (millions USD) | n/a | n/a | 59 | 89 | 118 |
| Importations de biens et services (croissance annuelle en %) | -6,5 | -3,7 | 9,7 | 4,7 | -8,5 |
| Exportations des biens et services (croissance annuelle en %) | 4,1 | -0,9 | 7,3 | 14,2 | 1,4 |
| Balance commerciale (hors services) (millions USD) | -290 | -263 | 208 | 994 | n/a |
| Commerce extérieur (en % du PIB) | 59,3 | 55,9 | 74,3 | 72,3 | 67,3 |
| Importations de biens et services (en % du PIB) | 31,6 | 32,0 | 39,0 | 38,0 | 35,2 |
| Exportations des biens et services (en % du PIB) | 27,7 | 24,0 | 35,3 | 34,3 | 32,1 |

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Commerce

Principaux services échangés

| 0,1 Mds USD de services exportés en 2016 | | 1,8 Mds USD de services importés en 2016 | |
|--|--------|---|--------|
| <u>Transports</u> | 54,12% | <u>Transports</u> | 49,18% |
| <u>Services fournis / reçus des...</u> | 36,52% | <u>Services d'assurance</u> | 19,56% |
| <u>Autres services aux entreprises ...</u> | 5,66% | <u>Services fournis / reçus des administrations publiques</u> | 14,91% |
| <u>Voyages</u> | 3,60% | <u>Autres services aux entreprises (comptabilité, gestion, fiscalité, juridique...)</u> | 11,75% |
| <u>Services culturels et relatifs aux...</u> | 0,09% | <u>Voyages</u> | 3,37% |
| | | <u>Bâtiment et travaux publics</u> | 1,09% |
| | | <u>Services culturels et relatifs aux loisirs</u> | 0,15% |

Source : Comtrade, dernières données disponibles

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Investissement / Doing Business

| | RDC | Afrique subsaharienne | États-Unis | Allemagne |
|---|-----|-----------------------|------------|-----------|
| Index de transparence des transactions* | 7,0 | 5,0 | 7,4 | 5,0 |
| Index de responsabilité des managers** | 1,0 | 4,0 | 8,6 | 5,0 |
| Index de pouvoir des actionnaires*** | 3,0 | 5,0 | 9,0 | 5,0 |

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

NOTE:

*Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes.

**Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables.

*** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit.

**** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

| Investissement Direct Etranger | 2017 | 2018 | 2019 |
|--------------------------------------|--------|--------|--------|
| Flux d'IDE entrants (millions USD) | 1.340 | 1.617 | 1.478 |
| Stocks d'IDE (millions USD) | 22.527 | 24.144 | 25.622 |
| Nombre d'investissements greenfield* | 5 | 8 | 6 |

Source : CNUCED - Dernières données disponibles.

Note : * Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Relations avec la communauté financière internationale

Relations avec l'Union européenne

La contribution de l'Union européenne (UE) à la consolidation de la République démocratique du Congo (RDC) s'appuie sur un important soutien au développement politique, économique et commercial du pays dans le cadre de l'accord de Cotonou.

En République démocratique du Congo (RDC), l'UE participe au développement politique et humain en déployant une approche globale qui a notamment permis d'organiser les premières missions sécuritaires européennes sans participation de l'OTAN. Depuis, la réforme de la police et celle de l'armée ont été initiées.

L'UE a participé activement aux efforts de la communauté internationale pour restaurer la paix et la démocratie en RDC en soutenant financièrement le referendum constitutionnel de 2005 et les processus électoraux de 2006 et de 2011 tout en déployant d'importantes missions d'observation électorale. En effet, l'UE attache une grande importance à la stabilité régionale et s'est également fortement impliquée dans les efforts internationaux pour la stabilité avec la nomination dès 1996 d'un représentant spécial pour la région des Grands Lacs.

La contribution à la consolidation de la RDC, au-delà des aspects politiques et militaires, s'appuie sur un important soutien au développement dans le cadre de l'accord de Cotonou signés en 2000. L'enveloppe pour la période 2014-2020 ([11^e Fonds européen de développement](#)) est une des plus importantes sur un plan bilatéral avec **plus de 620 millions d'euros** mobilisés sur quatre axes prioritaires:

- santé,
- environnement,
- renforcement de la gouvernance et de l'état du droit,
- infrastructures.

Ce partenariat prévoit un **dialogue politique soutenu** qui permet à l'UE et à la RDC d'échanger régulièrement et ouvertement sur les sujets d'intérêt commun et notamment la préservation de l'espace politique et le respect des droits humains.

3- RISQUES DU PAYS

Commerce

LES COOPÉRATIONS ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES

La RDC est ouverte au commerce international, lequel représente 71% de son PIB (2018, Banque mondiale). Le gouvernement de l'ancien président Joseph Kabila a mis en place une série de réformes visant à améliorer le climat des affaires et à diversifier les exportations et la nouvelle administration Tshisekedi entend poursuivre cette politique. Avec 80 millions d'hectares de terres cultivables et plus de 1100 minéraux et métaux précieux, la RDC a le potentiel pour devenir l'un des principaux pays exportateurs du continent et un moteur de la croissance africaine. La RDC est membre du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (ECGLC) et de l'OMC.

Le pays exporte principalement des produits miniers (cuivre, cobalt, diamants, or), des produits du bois et du café, et il importe principalement des produits alimentaires, des produits pharmaceutiques, des machines, des équipements et des combustibles (bien que des chiffres précis et fiables ne soient pas disponibles). Les principaux partenaires commerciaux de la République démocratique du Congo sont la Chine, la Zambie et la Corée du Sud, tandis que la majorité des importations proviennent d'Afrique du Sud, de Chine et de Zambie.

La balance commerciale de la RDC est structurellement négative, mais la reprise des prix des matières premières joue en faveur de la croissance des exportations et du rééquilibrage des comptes courants. Ces dernières années, en effet, la balance commerciale est redevenue positive. L'excédent commercial des marchandises est passé de 208 millions USD en 2017 à 994 millions USD en 2018. En 2018 les importations de marchandises se sont élevées à 5,2 milliards USD tandis que les exportations ont atteint 8,8 milliards USD, augmentant plus rapidement que les importations (OMC, 2018). Les dernières données disponibles relatives aux échanges de services indiquaient des exportations d'une valeur de 59 millions USD et des importations s'élevant à 1,78 milliard USD (OMC, 2017). La chute des prix du cobalt devrait néanmoins entraîner une dégradation de la balance commerciale.

Membre de l'Union africaine

Membre de la SADC <https://www.sadc.int/>

Droit de douane moyen (hors produits agricoles) : 13,02%

DIRECTION DES DOUANES

<https://www.douane.gov.cd/>

3- RISQUES DU PAYS

Investissement

| Créer une entreprise | RDC | Afrique subsaharienne |
|----------------------|------|-----------------------|
| Procédures (nombre) | 4,00 | 7,80 |
| Temps (jours) | 7,00 | 27,30 |

Sources : Doing business / <https://www.doingbusiness.org/en/data/exploreconomies/starting-a-business>

| Répartition de l'activité économique par secteur | Agriculture | Industrie | Services |
|--|-------------|-----------|----------|
| Emploi par secteur (en % de l'emploi total) | 65,1 | 9,8 | 25,1 |
| Valeur ajoutée (en % du PIB) | 20,0 | 40,7 | 35,4 |
| Valeur ajoutée (croissance annuelle en %) | 3,1 | 4,1 | 5,7 |

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

3- RISQUES DU PAYS

Covid-19

| ITEM | LIEN / info |
|----------------------------------|---|
| ÉVOLUTION ÉPIDEMIE COVID 19 | https://www.worldometers.info/coronavirus/#countries |
| MESURES SANITAIRES | https://www.stopcoronavirusrdc.info/ |
| RESTRICTIONS SANITAIRES | https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays-destination/republique-democratique-du-congo/ |
| RESTRICTIONS IMPORT/EXPORT | https://www.stopcoronavirusrdc.info/ |
| PLAN DE RELANCE | https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19#G |
| PLAN DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES | https://www.worldbank.org/en/data/interactive/2020/04/14/map-of-sme-support-measures-in-response-to-covid-19 |
| PLAN DE SOUTIEN AUX EXPORTATEURS | Official government sources do not provide information on specific programmes for exporting companies following the coronavirus epidemic outbreak |

3- RISQUES DU PAYS

La République démocratique du Congo (RDC) possède les deux tiers des forêts tropicales d'Afrique, un sous-sol riche et un potentiel hydroélectrique important. Néanmoins, l'économie a souffert des conflits politiques au cours des deux dernières décennies. Après avoir enregistré la troisième croissance la plus rapide au monde (10,5%) en 2014, l'économie a ralenti, principalement en raison de la hausse de l'inflation et de la baisse des prix des matières premières exportées, notamment du cuivre. Selon les estimations du FMI, la croissance a atteint 4,4% du PIB en 2019, en raison du ralentissement des industries extractives (baisse des prix du cobalt et du cuivre), de la faible productivité de l'agriculture et des pénuries d'énergie

Avec 9 pays frontaliers, 2,3 millions de km², une population estimée à plus de 90 millions d'habitants, la RDC occupe une position centrale sur le continent. 1^{er} pays francophone au monde en nombre d'habitants et 2^e pays d'Afrique par la superficie, la RDC est dotée d'un potentiel hydroélectrique gigantesque (100 000 MW) soit le tiers du potentiel du continent et 60% de sa superficie est composée de forêts. La RDC est considérée comme un véritable « scandale géologique » tant son sous-sol, très riche, regorge de ressources minérales (cuivre, premier producteur en Afrique ; cobalt, premier producteur mondial ; coltan, or, diamants). Son économie est le reflet du phénomène de « syndrome des matières premières » : celui d'un faible développement de son économie et d'une pauvreté persistante en dépit de l'exploitation de ses richesses naturelles.

Plus de 90% de ses exportations sont des matières premières (minerais et pétrole) et 40% le sont à direction de la Chine, ce qui rend son économie très dépendante à la fois de l'évolution du cycle des matières premières et de la demande chinoise.

En 2015, l'agriculture représentait 20,6% du PIB, l'industrie (y compris les activités extractives) 32,5%, et les services 46,9%.

| 4- MAROC/RDC

Accords récents

- Convention entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République démocratique du Congo tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu
- Accord de coopération entre l'Autorité nationale de régulation de l'électricité (ANRE) du Maroc et l'Autorité de régulation de l'électricité (ARE) de la République Démocratique du Congo visant à promouvoir l'échange et le transfert d'expériences en matière de régulation de l'électricité
- Mémoire d'entente entre le ministère de la Réforme administrative et la Fonction publique du Maroc et le ministère de la Fonction publique de la République démocratique du Congo
- Accord de partenariat entre le groupe marocain Managem et une société congolaise pour le développement de deux permis à fort potentiel en cobalt et cuivre en République Démocratique du Congo dans le cadre du projet Costamin

| 4- MAROC / RDC

Entreprises marocaines en RDC

Plusieurs entreprises marocaines issues de secteurs divers interviennent dans la politique d'expansion économique continentale.

Bank Of Africa (banque)

Managem (exploitation minière)

Alliances (immobilier)

Novec (bureau d'études : bâtiment, ouvrages d'art, énergie, géologie géotechnique, ingénierie, assainissement, environnement)

5- SYNTHÈSE

Selon le [Rapport sur l'investissement dans le monde 2020](#) de la CNUCED, les flux d'IDE en République démocratique du Congo sont passés de 1,6 milliard USD en 2018 à 1,5 milliard USD en 2019. Le stock d'IDE était estimé à 25,6 milliards USD en 2019. Ces niveaux demeurent bien en deçà du potentiel du pays: en fait, la RDC possède d'abondantes ressources minérales et un potentiel énorme dans des secteurs comme les mines, l'énergie (en particulier l'hydroélectricité) et les infrastructures. À ce jour, le secteur minier est celui qui attire le plus d'IDE, suivi des télécommunications. L'Afrique du Sud, la Belgique et la Chine sont les principaux investisseurs du pays.

Le pays bénéficie d'un grand marché intérieur et est stratégiquement situé au centre du continent africain, étant également membre du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA). La République démocratique du Congo dispose de riches ressources hydroélectriques et minières (diamants, cuivre, cobalt, or et uranium), qui restent largement inexploités. Afin d'attirer les IDE, le gouvernement de la RDC offre des incitations qui sont généralement négociées avec les investisseurs étrangers. Cependant, le climat des affaires est particulièrement défavorable et les investisseurs étrangers sont confrontés à un certain nombre de défis (corruption, longues procédures administratives, frais administratifs) pour établir leurs entreprises en RDC. En 2018, le code minier a été modifié, augmentant les impôts et les redevances, exigeant qu'au moins 10% du capital des sociétés minières soit détenu par des citoyens autochtones, et restreignant fortement l'exportation de minéraux non transformés en vertu de nouveaux permis d'exploitation minière. En outre, la situation humanitaire et conflictuelle dans l'Est du pays et les relations houleuses avec les pays voisins (le Rwanda, l'Ouganda et l'Angola) sont des facteurs qui contribuent à une insécurité persistante dans le pays. Témoinant de ces difficultés, la RDC est classée 183e sur 190 pays dans le rapport [Doing Business 2020](#) publié par la Banque mondiale.

La RDC est classée 135 sur 157 pays en matière de capital humain, avec un [indice de capital humain](#) de 0,37%, en dessous de la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne (0,40). Cela veut dire qu'**un enfant né aujourd'hui sera 37 % moins productif à l'âge adulte** qu'un enfant ayant bénéficié d'une instruction complète et de services de santé adaptés. Les enfants congolais restent en moyenne 9,2 ans sur les bancs de l'école et **43 % des enfants souffrent de malnutrition**.

Actuellement, 43 % des ménages ont accès à l'eau potable (69 % en milieu urbain, 23 % en milieu rural) et seulement 20 % ont accès à l'assainissement. Avec en moyenne 6,1 enfants par femme, le pays possède un taux de fertilité supérieur à la moyenne d'Afrique subsaharienne (4,8). Son taux de grossesses précoces est également élevé, avec 125,24 naissances pour 1 000 adolescentes (15 à 19 ans).